

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 05/12/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**ASTRADEIS**  
ZI LES GALETTES  
89600 Saint-Florentin

Références : 240556  
Code AIOT : 0025500016

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement ASTRADEIS implanté ZI LES GALETTES 89600 Saint-Florentin.

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'un signalement d'une pollution des sols et des eaux.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASTRADEIS
- ZI LES GALETTES 89600 Saint-Florentin
- Code AIOT : 0025500016    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

La société ASTRADEIS exploite sur son site de Saint Florentin une installation de tri et transit de déchets.

**Contexte de l'inspection :** Contexte de l'inspection | Risques chroniques

**Thèmes de l'inspection :** Plainte, Pollution | Eau de surface

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 2.5.1	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEE	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 4.3.12	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais les résultats des analyses des échantillons prélevés ainsi que le rapport d'accident/incident afin de déterminer l'origine, les causes et conséquences de la pollution.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration et rapport

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 2.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels      pollution

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le 12 juillet 2024, la société TotalEnergie, voisine des installations d'ASTRADEIS a informé l'inspection des installations classées (IIC) d'une pollution au niveau du terrain voisin à ces 2 entités et appartenant à la société Mouturat. Sur les clichés envoyés à l'IIC, on constate la présence d'une étendue de liquide de couleur rouge aux alentours de la lagune d'infiltration des eaux pluviales du site ASTRADEIS.

Le 16 juillet, l'inspection des installations classées s'est rendue sur site, de manière inopinée.

La responsable HSE du site a été rencontrée.

Elle a tout d'abord indiqué que le liquide de couleur rouge avait été pompé les 9 et 10 juillet par la société Bertrand et était stocké sur site dans des GRV (grand récipient pour vrac) sur une aire étanche. Une centaine de GRV ont été remplis et ont été vus lors de l'inspection.

En première intention, le produit pourrait être assimilé à un déversement de GNR (gazole non routier), cependant les installations ne traitent pas ce type de produit.

Par ailleurs, l'exploitant indique que le site n'a pas fait l'objet d'un incident ou accident pouvant être à l'origine d'un déversement de produits polluants et n'est, au jour de l'inspection, pas en mesure d'expliquer la présence de l'étendue de produit.

La zone étant classée en zone inondable, l'exploitant n'exclut pas, pour l'instant, une éventuelle remontée de nappe suite aux pluies importantes.

L'exploitant affirme, par ailleurs, avoir envoyé 3 échantillons prélevés dans la lagune, dans le séparateur d'hydrocarbures et dans l'étendue de liquide, en analyse. A ce jour, l'inspection des installations classées n'a pas été informée des résultats.

L'inspection des installations classées n'a pas été informée de la présence de cette pollution lorsqu'elle a été constatée et le rapport d'incident/accident n'a pas été transmis.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir dans les meilleurs délais les rapports d'analyses des échantillons prélevés.


Il doit également fournir le rapport d'accident/d'incident qui doit préciser notamment les circonstances et les causes, les effets sur les personnes et l'environnement, les quantités de liquide récupérées et les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident/incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

**Respect de la prescription :**



<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b>	1	Mois

## N° 2 : EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEE

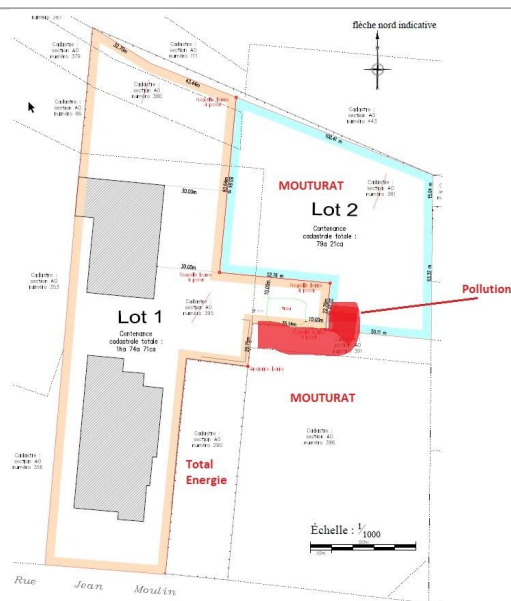
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 4.3.12		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      pollution		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.		
<b>Constats :</b> Les eaux souillées de couleur rouge ont été pompées et stockées en GRV sur une surface étanche. Cependant, cette zone ne dispose pas de rétention. Dans l'attente des résultats des analyses, l'exploitant a indiqué qu'il conserve ce stockage sur site.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier si ce stockage est toujours présent sur site ou bien s'il a été envoyé sur une installation de traitement dûment autorisée. En cas de présence sur site, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que le stockage puisse être évacué dans les meilleurs délais afin de limiter les risques d'une nouvelle pollution. Les bordereaux de suivi de déchets devront être fournis à l'inspection des installations classées.		
<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b>		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b>		1      Mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N° 1 Déclaration et rapport



20240709\_113855



plan